

L'université comtoise coordonne un programme européen



Jean-Jacques Girardot, coordinateur scientifique
: "Nous apportons des méthodes statistiques,
informatiques, d'analyse..."

Le savoir-faire de la Maison des Sciences de l'Homme de Besançon a été reconnu en matière d'« intelligence territoriale ». A la clé, 900.000 euros en trois ans sur huit universités européennes.

BESANÇON. _ Les sciences humaines peuvent-elles accompagner associations et entreprises, collectivités locales et citoyens à comprendre les problèmes les plus complexes et les aider à prendre des décisions ?

Pour l'Union européenne, la réponse est oui depuis une vingtaine d'années. L'« espace européen de la recherche » en est la démonstration avec les « réseaux européens d'excellence ». Pour coordonner l'un d'eux, la Maison des Sciences de l'Homme Claude-Nicolas Ledoux de l'Université de Franche-Comté vient de se voir attribuer 900.000 euros sur trois ans par la commission.

Huit universités ou centres de recherche européens et sept collectivités territoriales sont concernés en Espagne, Belgique, Hongrie, Roumanie... Son sigle anglais, CAENTI, signifie « Action de coordination des réseaux européens d'intelligence territoriale ». L'économiste Jean-Jacques **Girardot**, directeur du département de sociologie de la fac des lettres de Besançon, en est le coordinateur.

- Qu'est-ce que l'intelligence territoriale ?

- C'est l'utilisation de la connaissance et de techniques informatiques, dans leurs aspects scientifiques et éthiques, dans une logique de développement durable. L'objectif est d'arriver à ce que toutes les équipes forment un laboratoire virtuel et travaillent sur un projet commun. C'est aussi travailler avec les porteurs de projets sur un territoire : entreprises, collectivités locales, associations, bref un collectif.

« Les besoins des habitants »

- S'agit-il d'aider à la décision politique ?

- Pas seulement, mais aussi de donner les moyens aux habitants de faire des propositions.

- Par exemple ?

- Prenons une maison médicale à Seurin, près de Liège, où 26 % de la population d'un quartier défavorisé est au chômage. Les problèmes de bien-être étaient analysés comme des problèmes de santé. Ils ont compris qu'ils devaient travailler avec les travailleurs sociaux et les entreprises pour développer de nouvelles méthodes d'actions dans le but d'améliorer la situation des usagers.

- Comment intervenez-vous ?

- En construisant un partenariat sur la base d'un diagnostic des besoins des habitants. Nous apportons des méthodes statistiques, informatiques, une analyse spatiale.

- Ces connaissances sont-elles meilleures à l'université que dans les collectivités ou les entreprises ?

- L'université est surtout prête à travailler dans des zones très démunies. L'enjeu est de mobiliser l'ensemble des ressources de ces zones. Autre exemple, en Espagne, à Gijon, dans les Asturies, nous avons un partenariat avec des associations, des organismes publics, des syndicats agissant dans le cadre d'un observatoire socio-économique des migrations. La stratégie est basée sur les besoins des usagers.

« Impact économique et coûts sociaux »

- Ne peuvent-ils les recenser seuls ?

- La complexité de la situation, les logiques de sectorisation du travail, ne leur permettent pas d'agir. En outre, les réalités des migrants bougent très vite. On parle souvent d'un phénomène quand il est déjà passé... A Gijon, Ça tourne bien, l'intégration est rapide.

- Comment ?

- Les moyens les plus visés sont la formation et l'emploi, mais aussi la santé, le logement, la famille.

Sur quels autres problèmes intervenez-vous ?

- Du développement en zones rurales en Roumanie où les problèmes sont très divers. Sur 100 km, on rencontre des usines fermées pour raisons environnementales, des problèmes d'infrastructures posés à la collecte du lait... En Hongrie, nous travaillons sur la région pauvre d'Ormansag à la frontière croate. L'environnement y est préservé, mais il y a beaucoup de Gitans déracinés et revenus dans les villages où ils ne savent pas cultiver.

A Taiwan, nous intervenons sur un parc industriel qui doit créer 50.000 emplois précaires, des CDD de trois ans, pour migrants très qualifiés. On analyse les conséquences sociales locales. L'impact économique national est important, mais les coûts locaux aussi, en termes de logement ou de santé.

- Quel est l'impact économique et social des 900.000 € de l'Union européenne sur la recherche ?

- 276,5 chercheurs/mois sur huit universités. Cela donne du travail aux chercheurs qui sont là...

Recueilli par Daniel BORDUR